

BÉLARUS-POLOGNE

Les migrants otages

Cette crise inédite sur un nouveau front inquiète l'Europe et les États-Unis, et amplifie les tensions avec le camp pro-russe. Une nouvelle forme de guerre froide où l'« arme » migratoire est volontairement utilisée par le Bélarus.

Comment faut-il nommer les événements qui se déroulent depuis quelques jours à la frontière Bélarus-Pologne ? Crise migratoire ou crise (géo)politique ? La forte militarisation de cette région (15 000 soldats et agents de sécurité massés par la Pologne, par exemple) aux frontières de l'Europe n'incite pas davantage à l'apaisement qu'à l'optimisme.

■ Une crise « fabriquée » par le Bélarus ?

Pour quelles raisons des ressortissants du Moyen-Orient (Kurdes, Syriens, Irakiens, Afghans) emprunteraient-ils le chemin de Minsk et de Varsovie pour rejoindre l'« eldorado » européen ? Leur trajectoire ne laisse plus de place au doute aujourd'hui. Si certains étaient déjà arrivés au Bélarus cet été, le flux n'a cessé de se densifier ces derniers jours. Ils ont transité par Damas, à 2500 km de là. Le président syrien Bachar al-Assad, proche du président russe Vladimir Poutine, ne verrait pas d'un mauvais œil une pression migratoire sur les pays européens, qui le malmènent depuis le début de la guerre en Syrie. Soumis à des sanctions de l'Union européenne (UE) après des élections vraisemblablement truquées par le régime Loukachenko et des arrestations d'opposants, le Bélarus a, lui aussi, sans doute cherché à se venger. La menace de nouvelles sanctions européennes envenime un peu plus la situation.

■ Peut-on comparer avec 2015 ?

À ce stade, le nombre de migrants concernés reste faible, comparé aux plusieurs millions de réfugiés, dont beaucoup fuyant le conflit syrien et empruntant en 2015 la route des Balkans, après la Grèce. Le régi-

me turc d'Erdogan avait alors fait pression sur l'Europe pour obtenir des contreparties en échange de l'accueil d'une partie des migrants. La situation n'est pas comparable sur l'instrumentalisation politique qu'en fait Minsk aujourd'hui, avec le soutien de Moscou. Bélarus et Russie ont parfaitement conscience que la question des migrants est explosive sur le Vieux Continent. De surcroît lorsque des élections se profilent, comme la présidentielle en France. Autre aspect, au niveau géographique : c'est la première fois que ces migrations se déroulent à l'extrême Est de l'Europe, via la Pologne, État frontalier et porte d'entrée dans l'UE. C'est habituellement le Sud qui connaît ces épisodes.

■ Comment juger l'attitude de la Pologne ?

Varsovie, régulièrement critiquée par Bruxelles et d'autres pays européens pour ses dérives anti-démocratiques, pratique une politique ambiguë et souvent virulente vis-à-vis des migrants. En 2015, la Pologne a refusé de participer à toute répartition, réclamée par l'Allemagne et l'Italie. Il y a quelques semaines, le Parlement polonais a adopté une loi qui – à l'encontre des conventions internationales – autorise le renvoi des clandestins de l'autre côté de la frontière. Au moment où sa politique intérieure traverse actuellement des lignes de fracture importantes (avortement, immigration), avec des manifestations monstres ces derniers jours, le pays est malgré tout soutenu dans la crise actuelle par l'UE. L'Europe n'a pas vraiment le choix de défendre ou pas l'un de ses membres, même un mauvais élève, face à la double pression Loukachenko-Poutine.

■ Que veut faire la communauté internationale ?

Le 11 novembre, le Conseil de sécurité des Nations Unies a condamné « l'instrumentalisation orchestrée d'êtres humains dont la vie et le bien-être ont été mis en danger à des fins politiques par le Bélarus ». Royaume-Uni, Estonie, France, République d'Irlande, Norvège et



Selon Varsovie, on compterait au Bélarus entre 15 000 et 20 000 ressortissants.

NASIBULIN

États-Unis ont soutenu cette déclaration, qui n'a, à ce stade, donné aucun résultat. « Nous restons vigilants, continuons à surveiller la situation et appelons le Bélarus à respecter les droits de l'Homme, les libertés fondamentales et à se conformer au droit international », a souligné vendredi Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Otan, tandis

que Joe Biden partageait avec les Européens sa « très grande préoccupation » sur la situation. À ces craintes formulées par l'Occident, Vladimir Poutine a affirmé qu'il n'avait « rien à voir » avec la situation à la frontière Bélarus-Pologne. Tout en amassant des troupes près de l'Ukraine.

Xavier FRERE

Des vies humaines en jeu

De très jeunes enfants, des femmes enceintes, et des hommes. Sous les tentes improvisées, la température ne dépasse que rarement les 3 °C, le taux d'humidité atteint les 85 %. C'est dans un camp de fortune situé du côté bélarusse de la frontière, près du point de passage international de « Bruzgi » que certaines familles (sur)vivent depuis le 8 novembre.

Ils seraient environ 2 000 demandeurs d'asile, réfugiés et migrants selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Bélarus, qui ont réussi à se rendre sur place ces dernières heures. Un migrant est mort la nuit dernière, ce

qui porte à onze le nombre de personnes décédées depuis le début de la crise.

Demandes d'asile, retours volontaires ?

Ces deux organisations fournissent des articles d'hygiène pour les enfants et les femmes, ainsi que des produits alimentaires. D'autres fournitures (des couvertures, des vêtements chauds, des gants, des bonnets et des bottes pour les enfants) sont en cours d'acheminement. Cette « aide d'urgence », favorisée par la Croix-Rouge bélarusse ne suffira pas.

« Nous allons plaider auprès des autorités pour le déplacement de ces personnes vers des lieux sûrs, où elles pour-

ront bénéficier d'une assistance et de conseils adéquats », indiquent l'OIM et le HCR. Mais quelles perspectives dans ce chaos délibérément orchestré ? Les deux organismes, qui se disent prêts à s'engager auprès des États « pour garantir les droits et la sécurité des demandeurs d'asile, des réfugiés et des migrants », vont solliciter « la demande d'asile du Bélarus pour ceux qui ont besoin d'une protection internationale ». D'autres demandeurs d'asile et réfugiés peuvent avoir des raisons « impérieuses de se déplacer, notamment à des fins de regroupement familial dans l'UE », explique l'OIM. Autre possibilité : le programme d'aide au retour volontaire



Les migrants, parfois en famille, à la frontière Bélarus-Pologne. Photo AFP/Leonid SHCHEGLOV

et à la réintégration (AVRR), qui offre, selon l'OIM, « un retour au pays d'origine digne, sûr et légal et ne dépend que du libre choix de la personne ».

X.F.